



CHAPITRE 137

Loi constituant en corporation le Séminaire de Saint-Jean

[Sanctionnée le 17 décembre 1953]

Préambule.

ATTENDU que Son Excellence Monseigneur Gérard-Marie Coderre, évêque catholique romain, coadjuteur à Saint-Jean-de-Québec, demeurant en la cité de Saint-Jean, en le district électoral de Saint-Jean, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il existe en ladite cité de Saint-Jean un séminaire, ci-après appelé le "séminaire", pour l'éducation et l'instruction des jeunes gens qui se destinent au sacerdoce et aux carrières libérales et scientifiques;

Que ce séminaire a beaucoup progressé depuis l'érection du diocèse de Saint-Jean-de-Québec et est appelé à se développer encore plus comme conséquence de l'expansion extraordinaire que connaît la province;

Que ce séminaire est actuellement détenu et contrôlé par le "Collège de Saint-Jean", corporation constituée par une loi adoptée par la Législature de Québec en 1912, soit le statut 2 George V, chapitre 109;

Que la structure et les pouvoirs de cette dernière corporation ne sont plus appropriés aux besoins de ce séminaire ni ne semblent conformes à la réglementation ecclésiastique introduite par le Code de droit canonique;

Qu'il y a lieu que ce séminaire soit détenu et contrôlé par une nouvelle corporation;

Que la corporation dite Collège Saint-Jean a consenti à l'extinction de sa charte

CHAPTER 137

An Act to incorporate St. John's Seminary

[Assented to, the 17th of December, 1953]

Preamble.

WHEREAS His Excellency Monsignor Gérard Marie Coderre, Roman Catholic bishop, coadjutor at Saint-Jean-de-Québec, residing in the city of St. John's, in the electoral district of St. John's, has, by his petition, represented:

That in the said city of St. John's there is a seminary, hereinafter called the "seminary", for the education and the instruction of young men who intend to enter the priesthood and liberal and scientific careers;

That such seminary has progressed greatly since the erection of the diocese of Saint-Jean-de-Québec, and is destined for still greater development, in consequence of the extraordinary expansion of the province;

That such seminary is now in the possession and control of the "Collège de Saint-Jean", a corporation constituted by an act passed by the Legislature of Quebec, in the year 1912, namely the statute 2 George V, chapter 109;

That the structure and powers of the latter corporation are no longer suitable for the requirements of such seminary and do not appear to correspond with the ecclesiastical regulation introduced by the Code of Canon Law;

That it is expedient that such seminary be held and controlled by a new corporation;

That the corporation known as Collège Saint-Jean has consented to the cancella-

et à l'abandon de ses biens à la corporation à être constituée par la présente loi, tel qu'il appert d'une résolution adoptée à une assemblée de ses membres tenue en la cité de Saint-Jean, le 26 octobre 1953, sous la présidence de Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal;

Attendu qu'il convient d'accéder à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitution.

Nom.

1. Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation", sous le nom, en français, de "Séminaire de Saint-Jean" et, en anglais, de "St. John's Seminary".

Siège social.

2. Le siège social de la corporation est en la cité de Saint-Jean, en le district électoral de Saint-Jean.

Recteur.

3. La corporation a comme membre le prêtre nommé à l'occasion recteur du séminaire par le visiteur ci-après mentionné qui a le pouvoir de le révoquer à volonté.

Vice-recteur.

Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du recteur, le vice-recteur du séminaire agit comme membre de la corporation.

Vacances.

La corporation subsiste malgré la carence de membres.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont l'éducation et l'instruction des jeunes gens et spécialement la gestion et la direction de séminaires et de collèges.

Pouvoirs corporatifs.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

a) Avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) Ester en justice;

c) Acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) Acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des séminaires, collèges, établissements d'enseignement, maisons d'éducation, résidences de clercs, maisons de repos, chapelles, cimetières,

tion of its charter and to the transfer of its property to the corporation to be constituted by this act, as appears by a resolution passed at a meeting of its members held in the city of St. John's, on the 26th of October, 1953, under the chairmanship of His Eminence Paul Émile Cardinal Léger, archbishop of Montreal;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. A corporation, hereinafter called the "corporation", is constituted by this act under the name, in French, of "Séminaire de Saint-Jean" and, in English, of "St. John's Seminary".

2. The corporate seat of the corporation shall be in the city of St. John's, in the electoral district of St. John's.

3. The priest at the time appointed rector of the seminary by the visitor hereinafter mentioned, who shall have power to dismiss him at will, shall be the member of the corporation.

In the absence or inability to act of the rector, the vice-rector shall act as the member of the corporation.

The corporation shall continue to exist notwithstanding a lack of members.

4. The objects of the corporation are the education and instruction of young men and especially the administration and direction of seminaries and colleges.

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

a. To have a seal and alter it at will:

b. To appear before the courts;

c. To acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d. To acquire, establish, possess, maintain, administer and manage seminaries, colleges, teaching establishments, educational establishments, places of abode for clerics, rest homes, chapels, cemeteries,

centres récréatifs, bibliothèques, salles publiques, terrains de jeux;

e) S'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

f) Faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

g) Hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) Émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) Placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

k) Aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) Accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) Acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) Acquérir par expropriation avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, tout bien immobilier jugé nécessaire pour la poursuite de ses fins et situé dans le diocèse où se trouve le siège de la corporation;

recreational centres, libraries, public halls, playing grounds;

e. To bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever;

f. To borrow money on its credit by any method recognized by the law, and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

g. To hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. To issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. Notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace the latter;

j. To invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

k. To assist any person pursuing any object similar to one of its own, cede any whatever property, gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. To accept any gift, legacy or other liberality;

m. To acquire, possess, administer and alienate all moveable and immovable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

n. To acquire by expropriation, with the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council and on such conditions as he may determine, any immovable deemed necessary to the pursuit of its objects and situate in the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

o) Ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) Pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des clercs et des personnes à son service;

q) Vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée;

r) Conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) Demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui peut paraître de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) Conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

u) S'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

v) Accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

o. To erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, on its immoveables or on those of which it has the enjoyment; or contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. To provide for the education, instruction, sustenance and support of clerics and of persons in its service;

q. To sell, cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously or for any consideration deemed sufficient;

r. To conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. To solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. To make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

u. To associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

v. To do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immeu-
bles.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de vingt-cinq années

6. The corporation must dispose, within a reasonable delay, of immoveables which, for a period of twenty-five con-

Immove-
ables.

consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

secutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Pouvoir de faire des règlements.

7. La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et la rémunération de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;
- d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;
- e) la poursuite, d'une manière générale de ses fins.

Approbation.

Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

Fondations autorisées.

8. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Procédure.

Les fondations consenties à la corporation sous le régime du présent article sont soustraites à l'application des articles 776, 787 et 806 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le fondateur; elles ne peuvent ensuite être révoquées que du consentement de la corporation.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut en exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier;

Power to regulate.

7. The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting:

- a. its internal management;
- b. the appointment, functions, duties and remuneration of its officers, agents and servants;
- c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards, or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its object and charged with the exercise of all or some of its powers;
- d. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;
- e. the pursuit of its objects generally.

Approval.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation.

Endowments authorized.

8. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious, charitable or educational purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

Procedure.

The endowments made to the corporation under this section shall be exempt from the application of articles 776, 787 and 806 of the Civil Code. They may be made under private signature and shall be valid and deemed accepted as soon as the deed evidencing them is signed by the founder; they cannot thereafter be revoked except with the consent of the corporation.

Distinct patrimony.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must

elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte en en indiquant la consistance.

Droits de contrôle.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 14 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

keep a separate account for each showing the composition thereof.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 14 shall apply to all act done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section.

Rights of control.

Autorisation requise.

9. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;

b) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;

c) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une œuvre ou entreprise;

d) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 8;

e) les pouvoirs énoncés aux paragraphes g, h, i, j, k, n, q, r, s, t, u, de l'article 5.

9. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

a. the power to acquire or to alienate immoveables;

b. the power to erect new constructions;

c. the power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;

d. the power to accept the endowments referred to in section 8.

e. the powers enumerated in paragraphs g, h, i, j, k, n, q, r, s, t, u of section 5.

Authorization required.

Modification de nom, etc.

10. La corporation autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné au secrétaire de la province de toute telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

10. The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change its corporate name or the place of its corporate seat, which must be located in the province. Notice shall be given to the Provincial Secretary of every such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Change of name, etc.

Fonds d'amortissement.

11. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

11. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Sinking-fund.

Certificat du visiteur.

Tels bons et obligations, pour lier la corporation, doivent comporter un certificat scellé du sceau propre du visiteur et signé par ce dernier ou par son délégué, attestant que leur émission a été dûment autorisée par les autorités requises et qu'elle est à toutes fins régulière; tout tel bon ou obligation comportant un tel certificat est incontestable pour quelque cause que ce soit. Le visiteur et son délégué n'encourent aucune responsabilité personnelle à raison de ce que contenu en un tel certificat.

Such bonds and debentures, to be binding on the corporation, must include a certificate, under the proper seal of the visitor and signed by him or his delegate, attesting that the issue thereof has been duly authorized by the required authorities and is in every way regular; every such bond bearing such certificate is, for any cause whatsoever, incontestable. The visitor and his delegate shall not incur any personal responsibility for the contents of such certificate.

Certificate of visitor.

Garde de documents.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every

Keeping of documents.

acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Valeurs
mobi-
lières.

12. Les bons et obligations de la corporation sont considérés des valeurs mobilières qui, au sens de l'article 981^o du Code civil, peuvent valablement être acquises et détenues par ceux administrant des biens appartenant à autrui.

12. The bonds and debentures of the corporation shall be deemed securities which, within the meaning of article 981^o of the Civil Code, may validly be acquired and held by persons administering property belonging to others.

Visiteur.

13. Le visiteur de la corporation est l'évêque catholique romain de Saint-Jean-de-Québec ou tout clerc légitimement autorisé à diriger ce diocèse en cas d'absence ou d'empêchement d'agir de l'évêque résidentiel ou au cas de vacance du siège de ce diocèse.

13. The visitor of the corporation shall be the Roman Catholic Bishop of St. John of Quebec or any clergyman lawfully authorized to govern such diocese, should the residentary bishop be absent or prevented from acting or should the see of such diocese be vacant.

Idem.

Au cas de division, de modification des limites ou de translation du siège du diocèse de Saint-Jean-de-Québec, le visiteur de la corporation sera l'évêque catholique romain ou, dans les cas ci-dessus cités, l'administrateur de la division ecclésiastique comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation.

In the event of a division, change in the limits or translation of the seat of the diocese of St. John of Quebec, the visitor of the corporation shall be the Roman Catholic Bishop or, in the above-mentioned cases, the administrator of the ecclesiastical division comprising within its limits the place of the corporate seat of the corporation.

Pouvoirs
du visi-
teur.

14. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

14. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Biens de
la corpo-
ration.

15. La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens qu'elle possède dans l'unique but de lui faciliter l'obtention des biens nécessaires à la subsistance, nourriture, entretien de son personnel et des personnes reçues en son institution ou dans le but de loger ses aides et employés sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles la corporation a été constituée et jouissent des privilèges propres à de tels biens.

15. The corporation pursuing no pecuniary gain, the property held by it with the sole object of enabling it to acquire the property necessary for the subsistence, nourishment and maintenance of its members and of persons received in its institution or for the purpose of lodging its staff and employees shall be considered as property held for the objects for which the corporation has been established and shall enjoy the privileges pertaining to such property.

Registres
et con-
tenus.

16. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant :

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;

d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par le membre ou le secrétaire de la corporation.

Extraits.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Preuve de
fonction.

17. Un certificat du chancelier de l'évêché de Saint-Jean-de-Québec ou, dans le cas, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'un clerc occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolu-
tion.

18. Le visiteur, par un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, peut dissoudre la corporation; en tel cas de dissolution, ses biens, après paiement de ses obligations, sont attribués à tel visiteur.

Effective.

Cette dissolution toutefois ne prend effet qu'à compter du trentième jour de la date de la publication de tel avis.

Corpo-
ration
dissoute.

19. La loi 2 George V, chapitre 109, est abrogée; la corporation dite Collège de Saint-Jean constituée par ladite loi abrogée est dissoute.

16. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

Register
and con-
tenus.

a. a copy of this act;
b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;

c. the surname, Christian-names, nationality, address and occupation of every member and of every visitor of the corporation, indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;

d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents; as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by the member or the secretary of the corporation.

Proof.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

Extracts.

17. A certificate of the chancellor of the bishopric of St. John of Quebec or of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation, as the case may be, shall constitute proof for all purposes, that a clergyman holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Proof of
office.

18. The visitor, by a notice published in the *Quebec Official Gazette*, may dissolve the corporation, in which case its property, after payment of its obligations, become the property of such visitor.

Dissolu-
tion.

Such dissolution, however, shall take effect only from the thirtieth day after the date of publication of such a notice.

Taking
effect.

19. The act 2 George V, chapter 109, is repealed; the corporation known as Collège de Saint-Jean, constituted by the said act, is dissolved.

Corpora-
tion dis-
solved.

Succes-
sion.

La corporation constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens détenus par cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation présentement constituée et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées par ou contre la corporation présentement constituée.

Enregis-
trement.

La corporation doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement aux bureaux d'enregistrement de la situation des immeubles, une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transportés.

Donna-
tions.

20. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de son séminaire et des additions, dépendances et succursales, et ce par résolution adoptée à la majorité des administrateurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu qu'il y ait quorum.

Procé-
dure.

Ces donations sont soustraites à l'application des articles 776, 787 et 806 du Code civil; elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le donateur ou, quant aux corporations, dès l'adoption de la résolution les constatant. Elles ne peuvent ensuite être révoquées que du consentement de la corporation.

Entrée en
vigueur.

21. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Succes-
sion.

The corporation constituted by this act succeeds the said dissolved corporation, is seized and declared owner of the property held by the latter and responsible for its debts and obligations; any disposal of property made in favour of the dissolved corporation is deemed to be made to the corporation hereby constituted and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation presently constituted.

Registra-
tion.

The corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, in the registry offices of the localities where its immovables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing, according to law, the immovables so transmitted.

Gifts.

20. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the considerations thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its seminary and of additions, dependencies and branches thereof and this by resolution passed by a majority of the directors then present at a meeting called for the purpose, provided that there be a quorum, at such meeting.

Proce-
dure.

Such gifts shall be exempt from the application of articles 776, 787 and 806 of the Civil Code. They may be made under private signature and shall be valid and deemed accepted as soon as the writing evidencing them is signed by the donor or, as to corporations, as soon as the resolution constituting the same is passed. They cannot afterwards be revoked except with the consent of the corporation.

Coming
into force.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.